

Le Point face à la Révolution française : entre haine de classe réactionnaire et ultra-révisionnisme historique.

Le 10 août 2017 est sorti un numéro du *Point* sur la Révolution française, offrant ainsi l'occasion pour l'hebdomadaire sous la coupe de Franz-Olivier Giesbert – l'homme qui comparait la CGT à Daech en juin 2016 en plein cœur de la lutte contre la loi « Travail » – de déverser son habituelle billesée sur un épisode phare de l'histoire de France tout en attaquant en particulier, et comme à son habitude, Robespierre, de nouveau affublé de tous les sobriquets qui lui sont accolés depuis la naissance de sa « légende noire ». La dynamique créée par la candidature de Jean-Luc Mélenchon – défenseur de l'action de l'Incorruptible – lors de l'élection présidentielle et poursuivie par les députés de la France insoumise exaspère de nouveau l'OPEM¹, cette Oligarchie Politico-Economico-Médiacratique comprenant tous les tenants de la « mondialisation heureuse », de la construction européenne ultralibérale, de « l'ordre social » réactionnaire et d'une « démocratie » de plus en plus autoritaire face aux revendications sociales et démocratiques. Chien de garde parmi les plus frénétiques et fanatiques, *Le Point* s'est donc senti obligé de publier en ce jeudi 10 août 2017 un énième numéro sur la Révolution française au sein duquel les omissions, les mensonges, les « comparaisons » vaseuses et l'ultra-révisionnisme historique se mélangent allègrement avec la haine de classe régulièrement et ostensiblement affichée par l'hebdomadaire. Le même procédé éditorial est utilisé afin de discréditer tout ce qu'exècre l'OPEM : la France insoumise, le communisme, les syndicats, le prolétariat, les luttes sociales, l'expression politique et démocratique des classes populaires (des sans-culottes aux « rien »)... et bien entendu la Révolution française.

Première étape : Réaliser une couverture sensationnaliste

Comme d'habitude, la page de couverture attire l'attention, aiguise la curiosité et suscite l'émotion. Cette fois-ci, le choix est fait de représenter un portrait de Robespierre, avec en gros titre « Secrets, tabous, épisodes oubliés. Les fantômes de la Révolution française ». A cela s'ajoutent les sous-titres qui donnent d'emblée le ton du numéro spécial : « De Robespierre à Mélenchon, une histoire de la violence politique » ; « La malédiction des modérés » ; « Génocide vendéen : le dossier rouvert ». *Le Point* affirme clairement son réel objectif : amalgamer, diffamer et jeter l'opprobre sur toutes celles et tous ceux osant critiquer « Jupiter » et les forces « modérées », « pragmatiques », « réalistes » et autres « centristes » victimes des affreux et méchants « totalitaires », « radicaux », « extrémistes » et autres « dictateurs ». L'occasion également de lancer une énième offensive ultra-réactionnaire contre l'écriture de l'histoire de la Révolution française, reprenant ainsi le combat de François Furet dont les réflexions ont été largement démenties par nombre d'historiens.

1 Oligarchie Politico-Economico-Médiacratique

Le Point

Hebdomadaire d'information du jeudi 10 août 2017 n° 2344

Secrets, tabous, épisodes oubliés

Les fantômes de la Révolution française

De Robespierre
à Mélenchon,
une histoire de
la violence politique

La malédiction
des modérés

Génocide vendéen :
le dossier rouvert

Le Point

Portrait anonyme
de Robespierre
(1794-1794) exposé
au Musée Carnavalet

L'aspect racoleur des titres apparaît rapidement en scrutant davantage le numéro : le nom de Mélenchon n'est cité que trois fois sur plus de 20 pages (à quoi s'ajoute une citation du leader de la France Insoumise sur Robespierre), et pas une seule fois dans l'article évoquant la violence politique ; le terme de « génocide » est employé de manière affirmative et militante, versant dans l'anachronisme, la malhonnêteté intellectuelle et le mensonge ; les camps sont vite dessinés entre les « modérés » et les « extrémistes », ce que l'éditorialiste François-Guillaume Lorrain (FGL), tout à coup transformé en historien de circonstance, résume dans son court article de présentation du dossier. Tout est prêt pour cracher le venin à foison.

Deuxième étape : Un « chef éditorialiste » plus caricatural que la caricature

Dans son court éditorial intitulé « Mémoire » (pages 52-53), FGL² procède habilement à travers un ensemble d'amalgames pour calquer le schéma sur notre période. Jugez plutôt :

1) L'éditorial s'ouvre d'emblée par une question qualifiant la France de « *pays entre-déchiré qui ne conçoit pas la réforme sans la violence et la politique sans guerre civile ?* ». Ou comment rejouer la pièce classique du Bien contre le Mal.

2) Le premier paragraphe parle dans la même phrase de Robespierre et Joseph de Maistre³, cet ultra-réactionnaire devenu une figure de référence de la contre-révolution pour l'extrême droite comme Marion Maréchal-Le Pen. Et voilà l'occasion de mettre une énième fois sur le même plan l'extrême-droite haineuse et la gauche révolutionnaire.

3) « *Le triomphe centriste de Macron, se réclamant des Lumières, incite à se pencher avec attention sur les malheureuses expériences des modérés au pouvoir* » : voici « Jupiter » transformé en fils spirituel des « Girondins », dont on verra comment le caractère « modéré » est mis en scène par des historiens complaisants et niant sciemment un ensemble de faits bien plus... radicaux que les cibles favorites du *Point*.

4) FGL se félicite au sujet de la Vendée que « *la notion de génocide, taboue il y a trente ans, gagne désormais du terrain* ». Les efforts de l'extrême droite portent leurs fruits...

5) Enfin, le choix de la peinture illustrant l'éditorial surprend au regard de ce qui est démontré dans le dossier : avec le titre « Terreur » (il manquait le fameux mot qui, pourtant, n'a jamais été mis à l'ordre du jour sous la Révolution⁴), la scène représente les sans-culottes brandissant la tête du député Féraud le... 20 mai 1795, soit après la fin de ce qu'on appelle la « Terreur » suite à la mort de Robespierre. Mais l'important, c'est de choquer le lecteur et l'électeur, qu'importent les moyens employés.

2 François-Guillaume Lorrain

3 Joseph de Maistre était membre du souverain Sénat de Savoie, avant d'émigrer en 1792 quand les forces armées françaises occupent la Savoie. Il passe ensuite quelques années en Russie, avant de retourner à Turin. Il est l'un des pères de la philosophie contre-révolutionnaire, membre éminent de la franc-maçonnerie, et incliné vers l'ésotérisme. (source :wikipédia)



Et FGL de se lancer ensuite dans un antépénultième article sur Robespierre, avec l'occasion de taper sur Jean-Luc Mélenchon et les communistes. Pour impressionner, rien de tel que de citer, au détour d'une ligne, quelques ouvrages de qualité parus sur Robespierre, à l'image de « *La Probité révoltante* » de Cécile Obligi ou « *Robespierre : portraits croisés* » de Michel Biard et Philippe Bourdin. Et si l'article laisse croire à la neutralité, la mise en gras de mots-clés permet de bien comprendre dans quel sens penche l'auteur : « Esprit creux », reprenant ainsi les accusations du philosophe et historien réactionnaire et anti-robespierriste Hippolyte Taine ; « Goulag », en reprenant les propos de François Furet qui « *établit un parallèle entre Robespierre et Lénine, voire Staline* » (phrase d'ailleurs mise en gros pour bien orienter le lecteur) et déclare : « *Aujourd'hui, le goulag oblige⁵ à repenser la Terreur en vertu d'une identité dans son projet* » dans son *Penser la Révolution française*. « Esprit creux », « Goulag » : voici Robespierre transformé en affreux totalitaire sanguinaire ! Au passage, on appréciera la manière réductrice assimilant communisme, « Terreur » et goulag... Enfin, pour « enfoncer le clou sur le cercueil », FGL exploite des citations d'hommes politiques, tous

4 Voir à ce sujet l'ouvrage suivant : Michel Biard, Philippe Bourdin, Silvia Marzagalli, *Révolution, Consulat, Empire, 1789-1815*, Belin, 2009.

5 La phrase originelle utilise le verbe « conduit » et non « oblige » : volonté de FGL d'un devoir de « réflexion » ?

défavorables à Robespierre... à l'exception de Jean-Luc Mélenchon, procédé habile visant à renforcer son isolement par rapport à la fine fleur de la politique : Jean-Christophe Cambadélis (fossoyeur de tout, à commencer par le Parti dit « socialiste »), Pierre Moscovici (voix de son maître Juncker et commissaire européen fanatique et zélé), Bruno Retailleau, soutien inconditionnel du réactionnaire François Fillon, ou encore... Bruno Gollnisch ! A voir cet assemblage hétéroclite allant de la « gauche » « sociale »-libérale à l'extrême-droite fascisante qui jette aux enfers l'Incorruptible (ce qui n'est d'ailleurs pas le cas de bon nombre de ses contempteurs...), on incline sans difficulté vers la critique de la « légende noire » fabriquée par les adversaires de Robespierre de son vivant même. Dommage que FGL ne rappelle pas que l'ouvrage de Furet, édité en 1978, a depuis été contredit par des dizaines de travaux sur lesquels l'auteur ne s'attarde pas (mais les a-t-il au moins lus ?) et qui démontrent largement la fable mensongère frappant le personnage de Robespierre.

Troisième étape : Faire intervenir des « spécialistes »

Bien entendu, les « spécialistes » apportent leur « expertise scientifique » pour donner du poids à l'implacable et brillante démonstration. Pour cela sont notamment mobilisés Patrice Gueniffey, inscrit dans la plus pure tradition furetiste et grand pourfendeur de la « Terreur », et Loris Chavanette, auteur d'une thèse sous la direction de... Patrice Gueniffey. On l'aura compris, la pluralité des points de vue est à oublier, d'autant plus qu'est mobilisé, pour affirmer sans vergogne et idéologiquement que la Vendée a bel et bien été victime d'un génocide, le juriste Jacques Villemain, auteur de *Vendée, 1793-1794* aux éditions du Cerf (dont l'orientation idéologique n'est plus à démontrer) et brillamment salué par le site *Souvenir vendéen...* Assez étrangement, les historiens ayant travaillé sur ce sujet comme Jean-Clément Martin (à peine cité par FGL dans son article) ne sont pas mobilisés... L'article de Gérard Béaur sur l'abolition des privilèges (qui, de fait, n'a jamais vraiment eu lieu dans les actes) apparaît bien isolé face à la teneur des écrits des autres auteurs...

Les articles de Gueniffey, Chavanette et Villemain illustrent à merveille la rhétorique employée par la droite réactionnaire pour réviser furieusement l'histoire de la Révolution. Jugeons plutôt à travers les éléments suivants :

L'apologie (très) partielle des adversaires de Robespierre

« Pourquoi les modérés ont échoué » est le titre de l'article de Chavanette au sujet des Girondins, emmenés par Brissot et Vergniaud. Elogieux envers cette bourgeoisie hostile aux sans-culottes, l'article oppose les Girondins au « retour de l'Ancien Régime et [au] dérapage anarchique de la Révolution », mettant ainsi sur le « même » (car le terme anarchique disqualifie les Jacobins et les sans-culottes) pied les monarchistes et les Montagnards. Et le texte de présentation d'expliquer que « les Girondins voulaient rompre en douceur avec l'Ancien Régime »... Ce qui n'empêcha pas les Girondins de proclamer la République après la chute du roi le 10 août 1792, et surtout de... déclarer la guerre au reste de l'Europe ! On constate d'ailleurs que ce fait capital est à peine évoqué par le texte alors qu'il est tout décisif pour la suite de l'histoire de la Révolution : ainsi, les « modérés » Girondins veulent faire la guerre aux monarchies européennes, l'Autriche en tête, ce qu'accepte Louis XVI bien décidé

à perdre la guerre pour écraser la Révolution. En France, certains politiques sentent ce piège et refusent la guerre comme... « l'extrémiste » Robespierre, qui déclare en janvier 1792 : « *La plus extravagante idée qui puisse naître dans la tête d'un politique est de croire qu'il suffise à un peuple d'entrer à main armée chez un peuple étranger, pour lui faire adopter ses lois et sa constitution. Personne n'aime les missionnaires armés ; et le premier conseil que donnent la nature et la prudence, c'est de les repousser comme des ennemis.*⁶ » Les « modérés » désireux de faire la guerre, les « extrémistes » hostiles à la guerre : allez comprendre ! Au passage, la déclaration de guerre le 20 avril 1792 et les premiers désastres pour l'armée française ouvrent la voie à ce que craignait Robespierre : la guerre civile, alimentée notamment par les Vendéens hostiles à la République et l'exécution de Louis XVI. Mais ne comptez pas sur *Le Point* pour vous expliquer ceci, sous peine de discréditer les héroïques Girondins qui, soit dit en passant, n'ont que faire des revendications sociales des sans-culottes...

Le même Chavanette poursuit sur sa lancée avec l'article « Danton, la première 'affaire' », ouvrant ainsi de nouveau l'éternel (mais dépassé) affrontement entre Robespierre et Danton. L'article présente habilement la condamnation de Danton comme la volonté de Saint-Just (ceci est juste) et Robespierre ; c'est toutefois oublier que l'Incorruptible, pourtant conscient de la vénalité de Danton (qui n'est plus à démontrer, contrairement à ce que sous-entend l'article), s'oppose longtemps à son arrestation et sa condamnation, avant de céder sous la pression des membres du Comité de salut public pourtant jamais cités, à commencer par l'aile gauche menée par Collot d'Herbois et Billaud-Varenne. Mais non, le plus simple est de bien faire comprendre que Robespierre est responsable de tout. Voici offerte l'occasion de voir Robespierre en un homme « despotique », coupable d'avoir attaqué le « populaire » Danton (encore que Robespierre était bien plus populaire que ce dernier aux yeux du peuple de Paris...) dont on ne dit mot sur ses intrigues nombreuses et avérées. Et pour finir en beauté, l'article se permet de comparer l'affaire Danton à... l'affaire Fillon ! Oui, on ne rêve pas ! Quitte à utiliser les analogies de kermesse, Fillon serait surtout dans le camp du marquis de Bouillé et de Louis XVI, celui de la France contre-révolutionnaire prête à écraser la République et les sans-culottes. « Légère nuance » souligne toutefois l'article puisque Fillon échappe à la guillotine ! Une analyse « historique » qui laisse pantois...

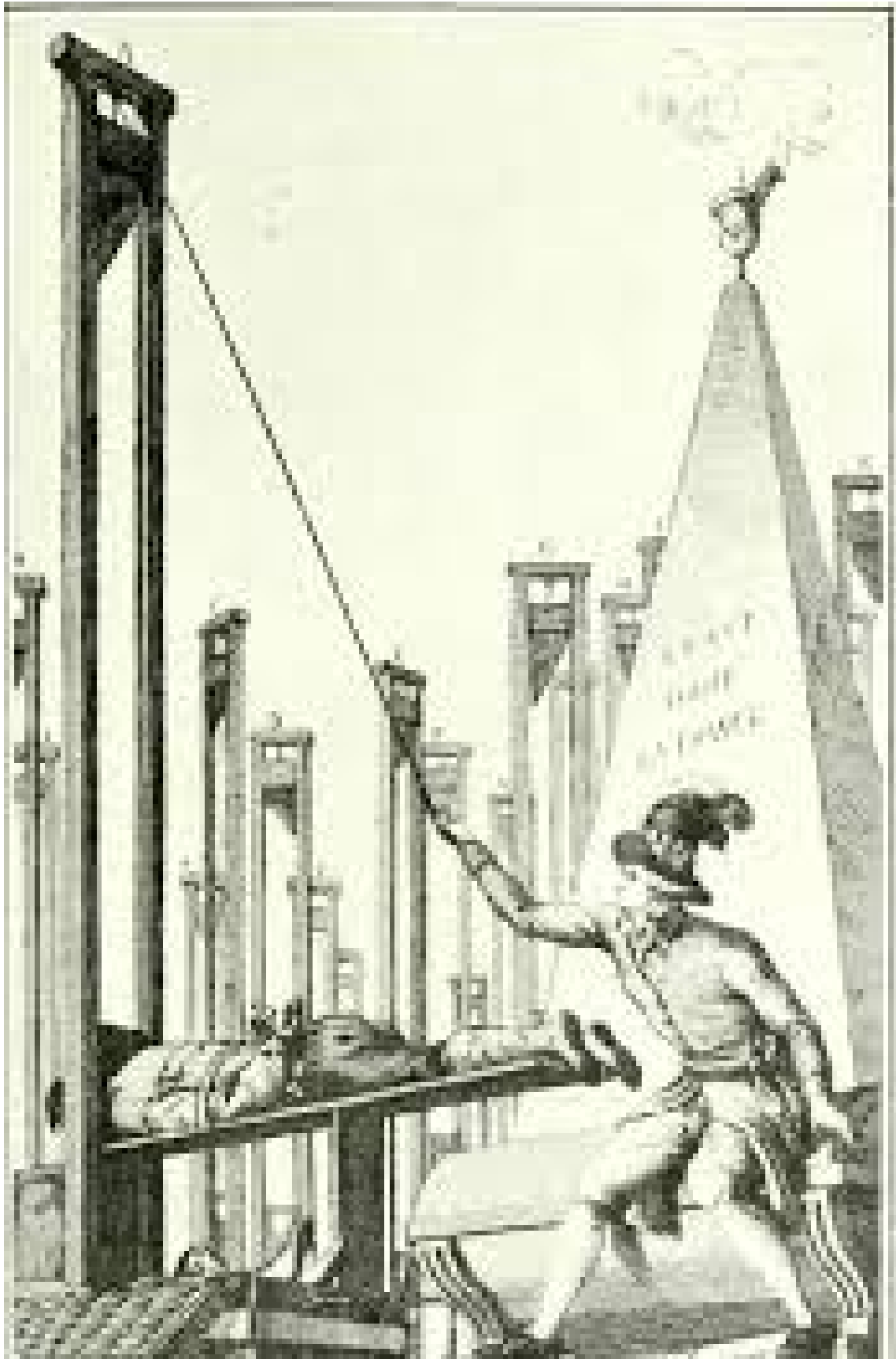
Gueniffey, ou l'éternelle diatribe anti-robepierriste

Au tour de Gueniffey d'entrer en jeu avec un article dont le titre est déjà tout un programme : « Une histoire de la violence », qui bien entendu s'arrête suite à l'exécution de Robespierre. La phrase de présentation de l'article commence par ce mot popularisé par Furet : « Dérapage », comme pour indiquer que la révolution respectable, bourgeoise-libérale, est emportée après la chute de Louis XVI le 10 août 1792 et débouche sur la « vague terroriste » de 1793-1794. Outre cette interprétation qui, répétons-le, est grandement remise en cause par les nombreux travaux historiques actuels, le titre interpelle : ainsi, il n'y aurait pas eu de violence politique avant 1789 ? Ni après 1794 ? Certes Gueniffey souligne que « La violence était là pourtant, sous la surface des mœurs policées du siècle des Lumières » ; mais,

6 Maximilien de Robespierre, [2 janvier 1792](#), au [Club des Jacobins](#),

sans s'y attarder, on n'indique pas les violences politiques, religieuses ET, puisque ce n'est jamais évoqué, sociales subies par la population victime de l'exploitation monarchique, aristocratique et seigneuriale justifiant l'Ancien Régime, du mépris, de la vie misérable, des guerres...

Non, cette violence n'existe pas (ou peu) pour les réactionnaires, et le titre vise en réalité à discréditer la Révolution, la renvoyer aux seules « violences » (avec, en tête d'affiche, « la petite clique des journalistes » parmi lesquels Jean-Paul Marat ainsi que... Robespierre) tout en visant à la séparer au maximum de l'avant-1789 et l'après-1794, comme si l'Histoire de France n'avait pas vraiment été marquée de violences. Comme si la « Terreur blanche », cette réaction terrible de l'aristocratie contre les sans-culottes après la mort de Robespierre, n'avait pas existé (un article, *Ami du Point* à défaut d'*Ami du Peuple* ?). Comme si la mort de plus de 5.000 ouvriers-soldats, qui protestaient contre la fermeture des Ateliers nationaux créés pour donner du travail à tous, en 5 jours en juin 1848 n'était pas de la violence. Comme si la mort de 30.000 Communards en une semaine (oui, une semaine !), au cours de ce qui est appelé la « semaine sanglante », n'était pas la « Terreur ». Pour *Le Point*, il est certain que ces « détails de l'histoire » n'ont aucune réelle signification... Et l'article de retomber dans les sempiternels clichés d'un Robespierre contrôlant « tous les ressorts du pouvoir », « dictateur » patenté qui envoie tous les Français à la guillotine (*Le Point* profite de l'occasion pour ressortir les éternelles caricatures ayant bercé les cours de collège et lycée...), grand prêtre de la Révolution ayant invoqué l'Être suprême pour s'arroger un pouvoir quasi divin... Il est sidérant de voir que la « vision plus équilibrée » proposée par de nombreux historiens (Hervé Leuwers, Jean-Clément Martin, Michel Biard pour ne citer qu'eux) et évoquée par FGL dans son article au sujet de Robespierre ne soit absolument pas évoquée dans *Le Point*... Mais pouvait-on espérer autre chose de la part de Patrice Gueniffey ?



Un juriste au service de l'offensive réactionnaire

L'ultime attaque est apportée par Jacques Villemain dont le titre de l'article annonce d'emblée la couleur : « 'Détruisez la Vendée !' : la thèse du génocide ». Cette fois-ci, hors de question de faire appel à des historiens qui osent qualifier de « crimes de guerre » ce qui s'est passé en Vendée. Non, mieux vaut un juriste expert en la matière pour parler de « crimes contre l'humanité » comme le suggère... Patrice Gueniffey : la boucle est bouclée ! Heureusement, de courageux auteurs osent prendre la plume pour dire la vérité comme Michel Chamard (qui a commencé sa carrière à *Valeurs actuelles* avant de poursuivre au *Figaro* et de devenir conseiller culturel de Philippe de Villiers...), auteur de l'ouvrage... *Les guerres de Vendée pour les nuls* ; les conseils bibliographiques de Jacques Villemain laissent songeurs... Au même titre d'ailleurs que ses références historiques : Villemain cite allègrement Reynald Sécher, défenseur acharné de la thèse du génocide qui ne cesse de s'épandre dans la *Nouvelle Revue d'Histoire* et sur Radio Courtoisie, dont les accointances avec l'extrême droite ne sont plus à démontrer...

Sans citer réellement les sources sur lesquelles s'appuie une telle affirmation, Villemain s'engouffre allègrement dans la thèse du génocide en prenant pour prétexte « *l'anaphore du discours de Barère* [qui, au passage, n'était pas montagnard mais membre de la Plaine, le centre politique – tiens, les centristes pourraient donc être extrémistes ! – en 1793-1974] à la Convention qui en précède le vote : 'Détruisez la Vendée !' ». Et Villemain de considérer que « 'Détruisez la Vendée !', en droit comme en pratique, veut dire 'Détruisez les Vendéens !' ». Pour étayer son argumentation, Villemain indique que Robespierre « *a, à titre personnel, demandé 'l'extermination' des Vendéens en mai 1793 et il soutiendra cette politique à partir de juillet 1793* ». Pour justifier cette affirmation, Villemain cite dans son ouvrage de 2017 le texte prononcé par Robespierre au Club des Jacobins le 8 mai 1793 qui dit la chose suivante : « *Je déclare qu'il faut non seulement exterminer tous les rebelles de la Vendée* » ; ainsi, lors de la guerre civile, pour Villemain, « *exterminer tous les rebelles de la Vendée* » devient « *exterminer les Vendéens* » : drôle de simplification juridique ! Mais cela n'empêche pas *Le Point* de publier une gravure sur le massacre de Chouans et d'y accoler le terme « Extermination », ni plus ni moins ! La Saint-Barthélemy est-elle donc une « extermination » des protestants par les catholiques ?! Et puisque *Le Point* précise qu'il y a eu 200.000 victimes vendéennes mais aussi 150.000 morts du côté des armées républicaines, faut-il alors considérer ces derniers comme victimes de « l'extermination » de la part des Vendéens ?

On atteint enfin le point Godwin à travers la mise en parallèle avec... le tribunal de Nuremberg et l'évocation de la SS et de la Gestapo ; et *Le Point* de poser la question, ou plutôt d'affirmer : « *Si les faits étaient jugés aujourd'hui devant une juridiction pénale, Robespierre serait, écrivez-vous [Villemain], un criminel de guerre, un criminel contre l'humanité et un génocidaire.* » Et oui, Robespierre annonce les nazis... Sinon, les 30.000 Communards tués, c'est un génocide ? Le million de communistes indonésiens assassinés à l'automne 1965 par Suharto, n'est-ce pas un génocide ? Et puisque *Le Point* semble attaché à éclairer la vérité de l'Histoire, pourquoi ne pas consacrer un numéro spécial pour savoir si la traite atlantique et l'esclavage n'ont pas été des crimes contre l'humanité, comme l'affirme la

loi Taubira depuis 2001 ? Peut-être par peur de déplaire à son lectorat classique...⁷ Les historiens actuels n'ont de cesse de montrer les affabulations sur la Vendée, à l'image de Marc Bélissa et Yannick Bosc auteurs d'un article sur ce sujet le 15 mars 2012⁸ ; mais qu'importe : *Le Point* repart en croisade pour diffuser sa vision ultra-révisionniste de droite extrême de l'histoire.

Les conséquences : Une histoire de France, révisée, instrumentalisée et insultée par les mensonges et les amalgames

Toutes ces attaques menées par une droite revancharde et réactionnaire, assumant de plus en plus sa nostalgie envers l'Ancien Régime, la monarchie de droit divin et les « racines chrétiennes » de l'Histoire de France à l'image de Patrick Buisson – admirateur de Joseph de Maistre (théoricien de la Contre-Révolution) comme l'indique l'article « Et revoilà Joseph de Maistre... » –, gagnent de plus en plus de terrain et constituent une grave menace à la fois pour la recherche historique portée par de solides chercheurs, l'enseignement de l'Histoire de France et la réflexion politique. Elles alimentent le confusionnisme et l'ultra-révisionnisme dont raffole l'extrême droite, prompte à réhabiliter son passé honteux, mais aussi les amalgames mensongers des soi-disant dirigeants « pragmatiques », « réalistes » et « modérés », tout heureux d'assimiler Robespierre et le communisme au nazisme et à la Shoah. Or ces attaques sont de plus en plus colportées par le service public, comme ce jour du 11 février 2017 où le chroniqueur Yann Moix, illustration parfaite de la pensée antisociale conservatrice, s'adresse à Michel Onfray (qui passe son temps à vomir sur la Révolution, et notamment... sur Robespierre) dans l'émission *On n'est pas couché*. S'appuyant sur les travaux de « Mona Ozouf et François Furet » (les idoles du *Point* et de Gueniffey) pour reprendre la vieille thématique de la bonne et la mauvaise révolution (et qu'importe de savoir si « La Révolution est un bloc » comme l'affirmait Clemenceau), Moix sombre dans la diffamation la plus totale en développant une (non-)« pensée » ahurissante de bêtise et de confusionnisme qu'adore exercer l'extrême droite fascisante. Affirmant qu'« *évidemment la corrélation entre la pensée rousseauiste et la pensée totalitaire, ça ça paraît évident (sic)* », Moix précise sa pensée :

« Effectivement, Collot d'Herbois, Fouché, quand ils exécutent les gens à la mitrailleuse ou au fusil de manière seriale, ça rappelle effectivement la Shoah par balle d'une certaine manière ; les baignoires de Carrier à Nantes où on voit des gens par milliers se faire

7 Précisons ici qu'il ne s'agit nullement de l'opinion de l'auteur de l'article mais d'une suggestion, puisque *Le Point* adore « briser les tabous » quand il s'agit de parler du communisme, des syndicats ou de Robespierre...

8 Lire l'article au lien suivant : <https://revolution-francaise.net/2012/03/15/476-robespierre-boureau-de-la-vendee-une-splendide-lecon-danti-methode-historique>

noyer dans la Loire, c'est quand même un projet totalitaire ; et les colonnes de Turreau qui sont des exterminations contre les Vendéens »⁹.

Un tel tissu d'insanités est proféré sur une chaîne de service public dans une émission de grande écoute, sans aucune réaction d'Onfray ni des autres animateurs présents (mais fallait-il attendre autre chose de la part de Vanessa Burggraf, Yann Moix et Laurent Ruquier, crachant sur les classes populaires à longueur d'émission ?). France Télévisions n'en est cependant pas à son premier essai : le 7 mars 2012, France 3 avait déjà diffusé le documentaire intitulé « Robespierre, bourreau de la Vendée ? », offrant la parole à tous les réactionnaires « anti-totalitaires » ayant écrit dans *Le Livre noir de la Révolution française* tels l'inénarrable Stéphane Courtois (grand amateur de *Livres noirs...*), Michel Chamard ou Reynald Sécher, sans compter Jean Artarit, le psychanalyste qui assimile Robespierre à Pol Pot... Le documentaire est tellement caricatural que même Bruno Roger-Petit, pourtant peu de suspect de sympathie envers Robespierre ou le communisme, s'interroge sur la véritable intention de ce documentaire dans un article intitulé « L'Ombre d'un doute » sur France 3 : une propagande « réac » sur le « 'génocide' vendéen ? »¹⁰.

On l'aura compris : la droite réactionnaire mène une offensive généralisée et disqualifie l'Histoire de France, et particulièrement de la République et de la Révolution, n'hésitant plus à comparer Robespierre au nazisme et à exprimer une nostalgie de plus en plus assumée envers la monarchie absolue, niant ainsi les apports décisifs de la Révolution : les droits de l'homme et du citoyen, l'abolition des privilèges, l'abolition de l'esclavage (proclamée le 4 février 1794), la loi du maximum sans oublier la Constitution du 24 juin 1793 qui n'hésite pas à affirmer dans son article 35 : « *Quand le gouvernement viole les droits du peuple, l'insurrection est, pour le peuple et pour chaque portion du peuple, le plus sacré des droits et le plus indispensable des devoirs.* » Aujourd'hui, les insurrections se multiplieraient... Et que dire des assimilations de Robespierre au nazisme, lorsque l'on sait que Robespierre se prononça pour l'égalité juridique de tous les citoyens, l'émancipation des Juifs (23 décembre 1789), l'abolition de la peine de mort (30 mai 1791) ou encore l'opposition à la guerre (2 janvier 1792).

Mais ce qui est vraiment impardonnable aux yeux de la droite réactionnaire, c'est le fait que Robespierre dénonce les injustices et les inégalités sociales assumées par les monarchistes et autres Girondins. Dès 1788, Robespierre dénonce dans un tract l'extrême pauvreté régnant sous l'Ancien Régime : « *la plus grande partie de nos concitoyens est réduite par l'indigence, suprême degré d'abaissement où l'homme uniquement occupé de survivre est incapable de réfléchir aux causes de sa misère et aux droits que la nature lui a donné* » ; le 5 avril 1791, il prononce un discours à l'Assemblée nationale à faire trembler les possédants :

⁹Voir le lien suivant : https://www.youtube.com/watch?v=wJoiah_o-ho

¹⁰Voir le lien suivant : <http://leplus.nouvelobs.com/contribution/767475-l-ombre-d-un-doute-sur-france-3-une-propagande-reac-sur-le-genocide-vendeen.html>

« Toute institution qui tend à augmenter l'inégalité des fortunes est mauvaise et contraire au bonheur social. [...] Je sais qu'il est impossible d'établir l'égalité parfaite ; je sais que plusieurs causes différentes tendent sans cesse à déranger l'égalité des fortunes ; mais il n'en est pas moins vrai que les lois doivent toujours tendre à les maintenir. [...] L'égalité est la source de tous les biens ; et l'inégalité des fortunes, la source de tous les maux politiques ; c'est par celle-ci que l'homme avilit l'homme, et fait de son semblable l'instrument de son orgueil, le jouet de ses passions et souvent même le complice de ses crimes. Les grandes richesses enfantent les défauts du luxe et des voluptés, qui corrompent à la fois et ceux qui en jouissent et ceux qui les envient ; [...] les lois ne sont plus que des instruments entre les mains des hommes puissants, pour opprimer les faibles. ».

Conclusion : « Que faire ? »

Cette offensive contre la Révolution française, et notamment Robespierre, masque (de moins en moins) la volonté d'attaquer la République, de discréditer tout projet progressiste qui menacerait les intérêts des puissants et de rétablir la mémoire de la monarchie. Les amalgames, les analogies anachroniques et vaseuses, les assimilations mensongères : tout y passe ! Face à une telle réaction, il est plus que jamais nécessaire pour toutes celles et tous ceux attachés à la véracité de l'histoire, à la défense des importants acquis et conquis de la Révolution française, à la promotion de l'intégrité et l'honnêteté intellectuelles et désireux de combattre les honteuses désinformations et contre-vérités de la droite réactionnaire de répondre et de faire face en dénonçant et condamnant de telles diffamations, de lire des travaux d'historiens sur ce sujet (toute une liste d'historiens est citée dans cet article, liste qui peut être complétée par les classiques travaux de Claude Mazauric ou Albert Soboul et ceux plus récents de Guillaume Mazeau) et de réaffirmer clairement des positions progressistes et patriotiques pour empêcher l'ultra-révisionnisme historique de la droite réactionnaire.

De même, nous ne pouvons que saluer la publication de *Robespierre, reviens !* d'Alexis Corbière et Laurent Mafféïs.

La bataille culturelle est indispensable et majeure dans la victoire de forces politiques et idéologiques, et cette bataille doit pleinement être menée contre la réaction. Aujourd'hui, « A Paris, dans le 18^e arrondissement, il existe une école ainsi qu'une rue Joseph-de-Maistre, et il n'en est point, pour l'heure, du nom de Robespierre » comme le souligne l'article « Et revoilà Joseph de Maistre ». Comment ne pas y voir la faiblesse du camp progressiste et patriotique face aux tenants de la Contre-Révolution ? Comment ne pas voir la renaissance d'une droite revancharde, considérant la colonisation comme un moment de « partage culturel » ou vouant les Jacobins aux gémonies ? A tous les adeptes de l'Histoire de la Révolution française et de ses conquêtes décisives de prendre la tête de cette longue bataille pour empêcher que soit souillée l'Histoire de France et celle des forces progressistes et patriotiques !

Fadi Kassem, diplômé de Sciences Po Paris, professeur agrégé d'histoire, membre du Pôle de renaissance communiste en France (PRCF).